



(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 DÉCEMBRE 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 10th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Pesner Bros. Employees Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 novembre 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à 968, rue Notre-Dame, ouest, Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

26255-0

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE
D'AMQUI
Comté de Matapédia

Avis public est par les présentes donné que, conformément aux dispositions du règlement

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Pesner Bros. Employees Association" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on November 29, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at 968 Notre-Dame Street West, Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

26255

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE
OF AMQUI
County of Matapédia

Public notice is hereby given that pursuant to the provisions of By-law No. 25 of the Muni-

N° 25 de la Corporation Municipale du village d'Amqui mentionnée au tirage au sort effectué au Bureau de la Commission Municipale de Québec, à Québec, le 9 novembre 1949, les obligations ci-après désignées et émises par la dite corporation sous l'autorité du règlement précité ont été tirées et seront remboursables le ou à compter du 1er janvier 1950.

Les numéros de ces obligations sont les suivants:

Dénomination de \$500.00: Nos. D-34, 70, 101.

Dénomination de \$1,000.00: N° M-13.

Les porteurs des obligations ci-dessus désignées devront, le ou après le 1er janvier 1950, présenter et remettre les dites obligations pour paiement ou les transmettre, par courrier recommandé ou par l'entremise d'une Banque (à la Banque de Montréal, à Amqui), avec tous les coupons d'intérêts non échus.

A compter du 1er janvier 1950, les dites obligations cesseront de porter intérêt.

Donné à Amqui, ce 2ième jour de décembre 1949.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRE-A. LEVESQUE.

26259-0

CHEZ TEDDY LIMITÉE

Sommaire du règlement spécial "A" adopté par les directeurs le 11 octobre 1949, et ratifié le même jour à l'unanimité par les actionnaires.

Attendu que la compagnie n'a aucune dette ni obligation;

Attendu que la compagnie n'a aucun actif;

Attendu que les actionnaires remettant leur part respective au trésor,

Il est décrété et statué:

Que la compagnie procède à obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, le 30 novembre 1949.

Le Secrétaire,
MAURICE CÔTÉ

26260-0

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Réserve", en date du 7 novembre 1949, dont le siège social est situé au Patronage de Lévis, à Lévis, comté de Lévis, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 22 novembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

26270-0

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'Honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 25 novembre 1949, les règlements I à XVIII inclusivement de "Mitawanga Association", conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276), telles que modifiées par la Loi 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 6 décembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

26275

Principal Corporation of the Village of Amqui mentioned at the drawing by lots made at the office of the Quebec Municipal Commission, at Quebec, on the 9th day of November, 1949, the bonds herein-below described and issued by the said corporation under authority of the aforesaid by-law were drawn and will be redeemable on or from the 1st day of January, 1950.

The numbers of the said bonds are as follows:

Denominations of \$500: Nos: D-34, 70, 101.

Denominations of \$1,000: No. M-13.

Bearers of the said bonds above mentioned shall, on or after the 1st of January, 1950, present and surrender the said bonds for payment or forward them by registered mail or through a Bank, to the Bank of Montreal, at Amqui, with all interest coupons not yet matured.

On and from the 1st of January, 1950, the said bonds will cease to bear interest.

Given at Amqui, this 2nd day of December, 1949.

ANDRE-A. LEVESQUE,
Secretary-Treasurer.

26259

CHEZ TEDDY LIMITÉE

Summary of Special By-law "A" adopted by the Directors on October 11, 1949, and unanimously ratified by the shareholders the same day.

Whereas the company has no debts or liabilities;

Whereas the company has no assets whatsoever;

Whereas the shareholders do remit their respective shares to the Treasury;

It is enacted and ordered:

That the company shall apply for leave to surrender its charter.

Montreal, November 30, 1949.

MAURICE CÔTÉ,
Secretary.

26260

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Réserve" under date the seventh day of November, 1949, whereof the head office is at the "Patronage de Lévis", at Lévis, county of Lévis, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of November, 1949.

JEAN BRUCHÉSI
Under Secretary of the Province.

26270

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary approved on November 25th, 1949, By-Laws I to XVIII inclusive of the "Mitawanga Association", pursuant to the provisions of section 255 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by the Act 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 6th, 1949.

JEAN BRUCHÉSI,
Under-Secretary of the Province.

26275-0

BRIKCRETE ASSOCIATES OF MONTREAL LTD. BRIKCRETE ASSOCIATES OF MONTREAL LTD.

Règlement numéro IV

By-Law number IV

1. Le nombre des membres du bureau de direction de la compagnie "Brikcrete Associates of Montreal Ltd." soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5).

1. The number of the Board of Directors of "Brikcrete Associates of Montreal Ltd.", be and it is hereby increased from three (3) to five (5).

2. Les règlements de la compagnie "Brikcrete Associates of Montreal Ltd." soient et ils sont, par les présentes, modifiés pour se conformer au précédent.

2. The By-Laws of "Brikcrete Associates of Montreal Ltd.", be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

(Sceau)

(Seal)

Extrait conforme certifié.

Certified a true extract.

Le Secrétaire,

J. M. PETROSKEY,

26274

J. M. PETROSKEY.

26274-o

Secretary.

L'ÉDIFICE MONTMORENCY LIMITÉE

L'ÉDIFICE MONTMORENCY LIMITÉE

Règlement N° 5

By-Law No. 5

(Concernant la réduction du nombre des Directeurs.)

Concerning reduction in the number of Directors.

Attendu que par le paragraphe 3 de la cédule "A" du règlement N° 1, il a été décidé par les Directeurs de la "Financial Building Limited" et ensuite ratifié par les Actionnaires de ladite Compagnie que les affaires de ladite compagnie soient dirigées par 7 Directeurs.

Whereas by paragraph 3 of schedule "A" of By-law No. 1, it was decided by the directors of "Financial Building Limited" and afterwards ratified by the shareholders of the said company, that the affairs of the said company be managed by 7 directors;

Attendu qu'il serait plus expéditif pour l'administration des affaires de la présente Compagnie de réduire le nombre des Directeurs de 7 à 3.

Whereas it would be more expedient for the administration of the affairs of the present company to reduce the number of its directors from 7 to 3;

Il est proposé par monsieur Paul Desrochers, appuyé par Monsieur J. A. Maheux et résolu unanimement:

It is moved by Mr. Paul Desrochers, seconded by J. A. Maheux and unanimously resolved:

1° Le nombre des Directeurs de la Compagnie "L'Édifice Montmorency Limitée" est par les présentes diminué de 7 Directeurs à 3 Directeurs, de façon à ce que le Bureau de Direction de ladite Compagnie sera à l'avenir composé de 3 Directeurs;

1. That the number of directors of the company "L'Édifice Montmorency Limitée" be hereby decreased from 7 directors to 3 directors, so that the Board of Directors of the said company shall in future be composed of 3 directors,

2° Deux Directeurs constitueront à l'avenir le quorum à toutes assemblées du Bureau de Direction;

2. Two directors shall in future form the quorum at any meeting of the Board of Directors;

3° Tous règlements, toutes résolutions antérieurs de ladite Compagnie sont en conséquence amendés, modifiés et annulés dans le but de donner l'effet au présent règlement.

3. All by-laws, resolutions of the said company prior to these presents are consequently amended, altered and cancelled for the purpose of giving effect to the present by-law.

Adopté à l'unanimité, ce 14ème jour d'octobre 1949.

Unanimously adopted, this 14th day of October, 1949.

Et l'assemblée s'ajourne sine die.

And the meeting adjourns sine die.

(Signé) GASTON PRATTE,

(Signed) GASTON PRATTE,

Président.

President.

J. A. MAHEUX,

J. A. MAHEUX,

Secrétaire.

Secretary.

Je, soussigné, J. A. Maheux, secrétaire de la Compagnie "L'Édifice Montmorency Limitée" certifie que ce qui précède est l'exacte copie du règlement N° 5 concernant la réduction du nombre des Directeurs.

I, the undersigned J. A. Maheux, secretary of the company "L'Édifice Montmorency Limitée" do certify that the preceding is an exact copy of By-law No. 5, concerning the reduction of the number of directors.

Québec, ce 14 novembre 1949.

Quebec, November 14, 1949.

Le Secrétaire,

J. A. MAHEUX,

26261-o

J. A. MAHEUX.

26261

Secretary.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par

The formation of an association under the name of "Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been autho-

le Secrétaire de la Province le 30 novembre 1949.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26276-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Coopérative Bon Accueil", en date du 29 novembre 1949, dont le siège social est situé à Saint-Jean, comté de Saint-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 décembre 1949.

Le Sous-secrétaire de la Province,
26277-o JEAN BRUCHÉSI.

rized by the Provincial Secretary on November 30, 1949.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

26276 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Coopérative Bon Accueil", under date the twenty-ninth day of November, 1949, whereof the head office is at Saint-Jean, county of Saint-Jean, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1949.

26277 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

GEORGE KLEIN INC.

Avis est donné que la compagnie "George Klein Inc." s'adressera au Lieutenant-Gouverneur de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte à compter de la date fixée par le Lieutenant Gouverneur.

Daté à Montréal, Québec le 14 novembre 1949.

26256 Le Secrétaire,
JACK KLEIN.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Investigations Limited", incorporée par lettres patentes en date du dix-neuf août 1938.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre, 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deux décembre 1949.

26262 L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Saint Bruno Quarry & Paving Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt décembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le deux décembre 1949.

26262-o L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Charters — Surrender of

GEORGE KLEIN INC.

Notice is hereby given that "George Klein Inc.," will make application to the Lieutenant-Governor of Quebec for acceptance of the surrender of its Charter as and from the date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated at Montreal, Quebec this 14th day of November, 1949.

26256-o JACK KLEIN,
Secretary

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Investigations Limited", incorporated by letters patent dated the nineteenth day of August, 1938.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of December, 1949.

26262-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q. 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney general has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Saint Bruno Quarry & Paving Co. Ltd." incorporated by letters patent dated the twentieth day of December, 1932.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1949.

26262 L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Universal Shoe Co. Ltd.", incorporée par lettres patentes en date du huit février 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce deux décembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26262 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Universal Shoe Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the eighth day of February, 1947.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1949, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of December, 1949.

L. DÉSILETS,
26262-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eastern Quarries Ltd." (Les Carrières de l'Est Ltée)", constituée en corporation par lettres patentes en date du quinze novembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1949, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26262-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eastern Quarries Ltd." (Les Carrières de L'Est Ltée)" incorporated by letters patent dated the fifteenth day of November, 1940.

Notice is also hereby given that from and after the first day of December, 1949, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1949.

L. DÉSILETS,
26262 Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la "Cité de Beauharnois" demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de la dite Cité, aux fins suivantes:

Imposer une taxe de vente n'excédant pas 2%.

Beauharnois, le 17 novembre 1949.

Le Maire,
HORMISDAS ROY,
Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN PRIMEAU.
26185-47-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead, et les Syndics d'Écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi sur la matière suivante: autoriser l'imposition, par les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead, d'une taxe de vente de 1% dans les limites de la ville de Coaticook, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, ladite exemption devant s'appliquer aussi aux combustibles pour les fins domestiques; le revenu annuel perçu par les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Coaticook, dans le comté de Stanstead, provenant de ladite taxe sera, après déduction des

Applications to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "City of Beauharnois" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said City for the following purposes:

To levy a sale's tax not exceeding 2%.

Beauharnois, November 17, 1949.

HORMISDAS ROY,
Mayor.
LUCIEN PRIMEAU,
Secretary-Treasurer.
26185-47-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Coaticook, in the county of Stanstead and the School Trustees for the Municipality of Coaticook, in the county of Stanstead, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act on the following matter: to authorize the imposition by the School Commissioners for the Municipality of Coaticook, in the county of Stanstead, of a sales tax of 1%, within the limits of the town of Coaticook, subject to the tax act, said exemption to be extended also to fuels for domestic use; the annual revenue collected by the School Commissioners for the Municipality of Coaticook, in the county of Stanstead, for said tax, after deduction of the expenses incurred by said Commissioners for the imposition and collection of such revenue, to be shared every three months by the said School Commis-

dépenses encourues par les dits Commissaires pour l'imposition et la perception de ce revenu, partagé tous les trois mois par les dits Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Coaticook, comté de Stanstead, entre eux et les Syndics d'Écoles pour la municipalité de Coaticook, au prorata du nombre d'enfants âgés de cinq à seize ans de chacune des dénominations religieuses catholique romaine et protestante respectivement, domiciliés et résidant dans le territoire commun à chacune d'elles.

Coaticook, ce 23 novembre 1949.

Le Procureur des requérants,
26225-48-4-o J. C. SAMSON.

AVIS

Avis est par les présentes donné que mesdames Marie Théodora Moreau, en religion Mère Marie Théodora Courville, Supérieure Générale, Aurore Cadieux, en religion Mère Ste-Émilienne, Assistante Générale, Clarilda Fortin, en religion Mère Clarilda Fortin, Assistante Générale, Émérentienne Martin, en religion Mère Émérentienne Martin, Assistante Générale, Angéline Houle, en religion Mère Angèle Houle, Assistante Générale, Léonie Ferland, en religion Mère Léonie Ferland, Secrétaire Générale, Alice Laverdure, en religion Mère Alice Laverdure, Économiste Générale, toutes de la Cité de Montréal et membres de la Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (communément appelées Sœurs Grises), s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour les constituer en corporation, sous le nom de "Hopital Maisonneuve" dont le siège social sera en la Cité de Montréal, avec tous les droits et pouvoirs ordinairement attribués à une telle corporation et dont elle a besoin aux fins d'opérer, d'administrer et d'établir un hôpital général avec services de médecine, de chirurgie et de pharmacie, dispensaires, laboratoires, cliniques d'expérimentation et de recherches scientifiques, maisons de convalescents, maisons de gardes-malades et quartiers de médecins.

Montréal, le 6 décembre 1949.

Les Procureurs des Pétitionnaires.
26265-49-4-o LAJOIE, GÉLINAS & LAJOIE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi leur accordant une plus large quote-part dans la distribution des taxes scolaires de la liste neutre de la Cité de Westmount en les exemptant de certaines dispositions du paragraphe 2 de l'article 16 de la loi 21 Geo V, chapitre 65 et ses amendements.

Montreal, 6 décembre 1949.

Par ordre.

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount,

Le Président,
GÉRARD-H. LAFONTAINE,
Le Secrétaire-trésorier,
G.-LÉON BOYER.

26273-49-4-o 360, avenue Clarke, Westmount, Q.

AVIS LÉGAL

Avis public est, par les présentes, donné que la Corporation du Collège de l'Assomption, corps

sioners for the Municipality of Coaticook between themselves and the School Trustees for the Municipality of Coaticook, proportionately to the number of children from 5 to 16 years of age of the Roman Catholic or Protestant, religious denomination, respectively, domiciled and residing in the territory common to both.

Coaticook, November 23rd, 1949.

J. C. SAMSON,
26225-48-4-o Attorneys for the petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that Dames Marie Théodora Moreau, in religion Mother Marie Théodora Courville, General Superioress, Aurore Cadieux, in religion Mother Ste-Émilienne, General Assistant, Clarilda Fortin, in religion Mother Clarilda Fortin, General Assistant, Émérentienne Martin, in religion Mother Émérentienne Martin, General Assistant, Angelina Houle, in religion Mother Angèle Houle, General Assistant, Léonie Ferland, in religion Mother Léonie Ferland, General Secretary, Alice Laverdure, in religion Mother Alice Laverdure, General Bursar, all of the City of Montreal and members of La Communauté des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général de Montréal (commonly called Grey Nuns) will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of a Law to constitute them in a corporation under the name of "Hôpital Maisonneuve" whose head office will be in the City of Montreal, with all the rights and powers or the ordinarily granted to such corporation and which it requires to operate, administer, establish a general hospital with medical, surgical, and pharmaceutical services, dispensaries, laboratories, clinics for experiments and scientific research, convalescent homes, nurses residences, and doctors quarters.

Montreal, December 6, 1949.

LAJOIE, GÉLINAS & LAJOIE,
26265-49-4-o Attorneys for the Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Saint-Léon-de-Westmount shall apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for a law granting them a larger share in the distribution of the school taxes of the neutral panel of the City of Westmount by exempting them from certain provisions of Paragraph 2 of Section 16 of the Law 21 Geo. V, chapter 65 and its amendments.

Montreal, 6th December 1949.

By order

The School Commissioners for the Municipality of Saint-Léon-de-Westmount,

GÉRARD H. LAFONTAINE,
President,
G. LEON BOYER,
Secretary-treasurer.

26273-49-4-o 360 Clarke Avenue, Westmount, Q.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that La Corporation du Collège de l'Assomption, a body politic

politique dûment constitué, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi interprétant le testament de feu Albert Comtois, médecin, en son vivant de Montréal, et spécialement le paragraphe 3, concernant le legs universel et les droits et obligations du légataire universel.

Montréal, le 2 décembre 1949.

Les Procureurs de la requérante,
26272-49-4-o RAYMOND, LANGLOIS & BISSONNET.

duly incorporated, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an Act respecting the interpretation of the will of the late Albert Comtois, physician, in his lifetime of Montreal and especially paragraph 3, concerning the universal legacy and the rights and obligations of the universal legatee.

Montreal, December 2, 1949.

RAYMOND, LANGLOIS & BISSONNET,
26272-49-4-o Attorneys for petitioner.

Département de l'Instruction publique

N° 1310-49.

Québec, le 6 décembre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-Granby, paroisse, dans le comté de Shefford, le territoire ci-dessous décrit, et de l'annexer à la municipalité scolaire catholique de la Cité de Granby, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants, tous du cadastre officiel du Canton de Granby, savoir:

Les lots nos 409, 418, 420, 421, 422, 423, 419, 424, 425, du cinquième rang; les lots nos 493, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 504, 505, 519, 520, 521, 522, 523, 539, 544, 545, 546, 551, 552, du sixième rang; les lots nos 597, 598, 599, 600, 629, 630, 631, 632, du septième rang; les lots nos 710, les deux-tiers nord du lot N° 713, le lot N° 717, la moitié nord des lots nos 718, 719, 720, le quart nord du lot 724, les lots nos 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, du huitième rang.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
26266-49-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1300-49.

Québec, le 30 novembre 1949.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Beebe-Plaine, dans le comté de Stanstead, les lots 158 et 159 du cadastre officiel de Beebe, et de les annexer à la municipalité scolaire de Notre-Dame-de-la-Merci, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
26240-48-2-o O. J. DESAULNIERS.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel du canton de Figuiery division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que dans le Rang IV le lot 50-B est ajouté et les lots 50-A et 50-8 sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 juillet 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.
26271-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jacques de l'Achigan division d'enregistrement de Montcalm.

Department of Education

No. 1310-49.

Quebec, December 6, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Notre-Dame-de-Granby, parish, in the county of Shefford, the territory hereinbelow described, and to annex it to the Catholic school municipality of the city of Granby, in the same county.

The said territory contains the following lots, all of the official cadastre for the Township of Granby, to wit:

Lots Nos. 409, 418, 420, 421, 422, 423, 419, 424, 425, of the fifth range; lots Nos. 493, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 504, 505, 519, 520, 521, 522, 523, 539, 544, 545, 546, 551, 552, of the sixth range; lots Nos. 597, 598, 599, 600, 629, 630, 631, 632, of the seventh range; lots Nos. 710, the north two thirds of lot No. 713, lot No. 717, the north half of lots Nos. 718, 719, 720, the north quarter of lot 724, lots Nos. 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, of the eighth range.

26266-49-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1300-49.

Quebec, November 30, 1949.

Application is made to detach from the school municipality of Beebe-Plaine, in the county of Stanstead, lots 158 and 159 of the official cadastre of Beebe and to annex them to the school municipality of Notre-Dame-de-la-Merci, same county.

26240-48-2 O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the Township of Figuiery registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that in Range IV lot 50-B is added and lots 50-A and 50-8 are corrected in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, July the 6th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.
26271-o

NOTICE

Official Cadastre of the Parish of St. Jacques de l'Achigan registration division of Montcalm.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 256, 257, 258, 262 et les lots 259 et 260 sont annulés et remplacés par le lot 782 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 novembre 1949.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

26263-o

Notice is hereby given that part of lots 256, 257, 258, 262 and lots 259, 260 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, November the 4th, 1949.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

26263

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité conjoint des plombiers, soudeurs et poseurs d'appareils de chauffage du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et dont le siège social est situé dans la cité de Hull, approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1036 du 4 août 1948, section "A", ont été amendés par l'arrêté en conseil numéro 1355 du 1er décembre 1949 (section "C").

En vertu de l'article 17 des règlements dudit comité paritaire, et d'accord avec le deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi de la convention collective, le Comité conjoint des plombiers, soudeurs et poseurs d'appareils de chauffage du district de Hull, autorise le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, à surveiller et à assurer l'observance du décret numéro 749 du 27 mai 1948, de ses amendements et renouvellements.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 décembre 1949.

26264-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que par l'arrêté en conseil numéro 1355 du 1er décembre 1949, (section "A"), certains règlements spéciaux du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1317 du 24 novembre 1949 (section "E").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"Art. 18. *Tenue du registre*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949, la tenue d'un registre, dans la province de Québec, où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé, a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque de paie-

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of Plumbers, Welders and Steamfitters of the Hull District, formed under decree number 749 of May 27, 1948, and whose corporate seat is in the city of Hull, approved by Order in Council number 1036 of August 4, 1948, part "A", have been amended by Order in Council number 1355 of December 1, 1949, part "C".

Pursuant to section 17 of the by-laws of the said Parity Committee, and in accordance with the second paragraph of section 16 of the Collective Agreement Act, the Joint Committee of Plumbers, Welders and Steamfitters of the Hull District authorizes the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, to administer the decree number 749 of May 27, 1948, its amendments and renewals.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 10, 1949.

26264-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council number 1355 of December 1, 1949, part "A", special by-laws of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee already approved by Order in Council number 1317 of November 24, 1949 (part "E").

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"Art. 18. *Keeping of a register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree number 1254 of November 10, 1949, the keeping of a register, in the Province of Quebec, giving the name in full and address of every employee in his employ, his competency or classification, the exact time at which the work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work and the wages paid, with mention of the method and period of payment

ment, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

Art. 19. *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 à lui transmettre un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois et doit couvrir le mois précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation du dit rapport.

Art. 21. *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi, le comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire dans toute la zone I de la juridiction territoriale du décret numéro 1254 du 10 novembre 1949 pour les salariés des métiers suivants: charpentier-menuisier, briqueteur, maçon, plâtrier et peintre.

Le comité paritaire crée un bureau d'examineurs composé de neuf membres pour déterminer la qualification des salariés et émettre lesdits certificats. Le quorum du bureau d'examineurs est de cinq membres.

Lé comité peut exiger à titre d'honoraire une somme n'excédant pas \$2.00 pour l'examen d'un ouvrier qualifié et \$1.00 pour l'examen d'un apprenti."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 décembre 1949. 26264-o

and all other particulars required for the enforcement of the decree.

Art. 19. *Monthly report*: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 1245 of November 10, 1949, to forward a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which the following shall be mentioned: the name in full and address of every employee in his employ, his competency or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month and shall cover the preceding month. The professional employer may obtain from the Parity Committee the forms on which the report is to be made.

Art. 21. *Certificate of competency*: Pursuant to section 25 of the Act, the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory in the entire zone I of the territorial jurisdiction of the decree number 1254 of November 10, 1949, for the employees of the following trades: Carpenter-joiner, bricklayer, mason, plasterer and painter.

The Parity Committee forms a Board of Examiners of nine members to determine the competency of the employees and issue the said certificates. The quorum of the Board of Examiners shall be five members.

The Committee may charge a maximum fee of \$2.00 for the examination of a skilled worker and \$1.00 for the examination of an apprentice."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 10, 1949. 26264-o

Lettres patentes

Automotive & Industrial Sales Research Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1949, constituant en corporation: Rosario Chrétien, cultivateur, de Williamstown, Ontario, Alcide-Robert Renaud et Jean-Marie LaRoche, agents, de Ste-Geneviève, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme propriétaires de garages, faire en gros et en détail le commerce d'automobiles et accessoires d'automobiles, sous le nom de "Automotive & Industrial Sales Research Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1040 ouest, rue Sherbrooke, suite 9a, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

Belisle Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Letters Patent

Automotive & Industrial Sales Research Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November 1949, incorporating: Rosario Chrétien, farmer, of Williamstown, Ontario, Alcide-Robert Renaud and Jean-Marie Laroche, agents, of Ste-Geneviève, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-owners, to deal, wholesale and retail, in automobiles and automobile accessories, under the name of "Automotive & Industrial Sales Research Ltd.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1040 Sherbrooke Street West, suite 9a, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Belisle Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day

du dix-sept novembre 1949, constituant en corporation: Georges Belisle, marchand, Renaud Lagacé, agent, Lorraine Théberge, sténographe, fille majeure, tous de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles, garnitures de maisons, accessoires électriques, quincailleries, ferronnerie, marchandises sèches et tous autres articles de marchandises nécessaires et convenables à l'usage vestimentaire et ménager, sous le nom de "Belisle Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1949.

L'Assistant-procureur général.
26254-o L. DÉSILETS.

Driscoll Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1949, constituant en corporation: Georges Driscoll, plombier, Edouard Bernard, avocat, et Luce Lafontaine, sténographe, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneur, constructeur, carrier, minier et prospecteur, sous le nom de "Driscoll Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé comme suit: 750 actions ordinaires sans valeur nominale, 725 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de pas moins de \$7,375.00,

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1949.

L'Assistant-procureur général.
26254-o L. DÉSILETS.

F. F. Soucy Incorporée

* Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1949, constituant en corporation Joseph-Florentin Soucy, Albert-J. Soucy et Wilfrid-P. Soucy, industriels, de Chemin-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Se livrer à l'exploitation forestière et plus particulièrement faire la coupe, la récolte, le flottage et le transport du bois, sous le nom de "F. F. Soucy Incorporée", avec un capital de \$500,000 divisé en 5,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chemin-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1949.

L'Assistant-procureur général.
26254-o L. DÉSILETS.

J. B. Marcoux Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

of November, 1949, incorporating: Georges Belisle merchant, Renaud Lagacé, agent, Lorraine Théberge, stenographer, spinster, all of Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To deal in furniture, household trimmings, electrical accessories, hardware, ironware, dry goods, and any other merchandise necessary and useful for clothing and household uses, under the name of "Belisle Limitée" with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Driscoll Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1949, incorporating: Georges Driscoll, plumber, Edouard Bernard, advocate, and Luce Lafontaine, stenographer, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractor, builder, quarryman, miner and prospector, under the name of "Driscoll Limited".

The amount of capital stock of the company will be divided as follows: 750 common shares without nominal value; 725 preferred shares of a par value of \$50 each.

The amount with which the company will commence its operations will be not less than \$7,375.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

F. F. Soucy Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1949, incorporating: Joseph Florentin Soucy, Albert J. Soucy and Wilfrid P. Soucy, industrialists, of Chemin-du-Lac, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To engage in lumbering operations and more particularly in the cutting, hauling, driving and transportation of lumber, under the name of "F. F. Soucy Incorporée", with a capital stock of \$500,000 divided into 5,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chemin-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

J. B. Marcoux Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth

du quinze novembre 1949, constituant en corporation: Jean-Baptiste Marcoux, Joseph Marcoux et Majorique Marcoux, plâtriers des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie, le commerce et les opérations d'entrepreneurs plâtriers, opérer à titre de compagnie en construction générale sous le nom de "J. B. Marcoux Incorporé", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires n'excédera pas le nombre vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à 191, rue de la Ronde, cité de Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

Jos. Fontaine Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1949, constituant en corporation: Joseph Fontaine, Jean Fontaine et Jacques Fontaine, commerçants, de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exercer le négoce et le commerce de distributeurs de bière, sujet aux dispositions de la loi des liquéurs de Québec, sous le nom de "Jos. Fontaine Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 50 actions de \$1,000 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

L'Association des Citoyens de Roxboro Inc. Roxboro Citizens' Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-sept novembre 1949, constituant en corporation sans capital-actions: René LaBelle, employé civil, Henri Meunier, agent, et J.-Léo Vaillancourt, comptable, tous de la ville de Roxboro, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Pour encourager et promouvoir la bonne entente entre citoyens et voir au règlement harmonieux de tout sujet touchant la communauté et ses membres, sous le nom de "L'Association des Citoyens de Roxboro Inc." — "Roxboro Citizens' Association Inc."

L'Association n'a pas le droit d'obtenir et posséder une licence de club de la commission des liqueurs de Québec, ni de permettre les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux où l'adresse et la chance se rencontrent;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera dans la paroisse de Sainte-Geneviève, district judiciaire de Montréal.

day of November, 1949, incorporating: Jean-Baptiste Marcoux, Joseph Marcoux and Majorique Marcoux, plasterers, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade, business and operations of plastering contractors, to operate as a general construction company, under the name of "J. B. Marcoux Incorporé", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The number of shareholders shall not exceed twenty (20) in number.

The head office of the company will be at 191 de la Ronde street, city of Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Jos. Fontaine Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1949, incorporating: Joseph Fontaine, Jean Fontaine and Jacques Fontaine, traders, of Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on the trade and business of distributors of beer, subject to the provisions of the Quebec Liquor Act, under the name of "Jos. Fontaine Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 50 shares of \$1,000 each.

The head office of the company will be at Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

L'Association des Citoyens de Roxboro Inc. Roxboro Citizens' Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of November, 1949, to incorporate as a corporation without share capital: René LaBelle, civil servant, Henri Meunier, agent, and J. Léo Vaillancourt, accountant, all of the town of Roxboro, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To encourage and promote good feelings (bonne entente) amongst the citizens and see to the satisfactory settlement of any matter dealing with the community and its members, under the name of "L'Association des Citoyens de Roxboro Inc." — "Roxboro Citizens' Association Inc."

The Association shall not be entitled to obtain and hold a club license from the Quebec Liquor Commission, nor permit gambling, games of chance or games of chance and skill combined.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be in the parish of Sainte-Geneviève, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

Lemaire Frères, Limitée

¶ Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1949, constituant en corporation: Aurèle Lemaire, entrepreneur, Gérard Lemaire, épiciier, tous deux de la cité de Montréal, et Paul Lemaire, entrepreneur, de ville Lasalle, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur ou sous-entrepreneur dans la construction, sous le nom de "Lemaire Frères, Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

Les Entreprises Carette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1949, constituant en corporation: J.-Paul Carette, chirurgien, demeurant à Campbellton, Nouveau Brunswick, Lucien-S. Carette, constructeur, et Dame Louise-C. Bruneau Carette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien-S. Carette, tous deux de Sillery, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en général, sous le nom de "Les Entreprises Carette Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1912, Boulevard Laurier, Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

Menuiserie Deslauriers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1949, constituant en corporation: Henri Deslauriers, industriel, Léopold Deslauriers, industriel, tous deux de Sillery, et Léopold Girard, comptable, de Beauport, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exécuter toutes sortes de travaux de menuiserie et d'ébénisterie, sous le nom de "Menuiserie Deslauriers Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Lemaire Frères, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1949, incorporating: Aurèle Lemaire, contractor, Gérard Lemaire, grocer, both of the city of Montreal, and Paul Lemaire, contractor, of the town of Lasalle, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as building contractor or sub-contractor, under the name of "Lemaire Frères, Limitée" with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Les Entreprises Carette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1949, incorporating: J. Paul Carette, surgeon, residing at Campbellton, New Brunswick, Lucien S. Carette, builder, and Dame Louise C. Bruneau Carette, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Lucien S. Carette, both of Sillery, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Les Entreprises Carette Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the corporation will be at 1912 Laurier Boulevard, Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Menuiserie Deslauriers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1949, incorporating: Henri Deslauriers, industrialist, Leopold Deslauriers, industrialist, both of Sillery, and Léopold Girard, accountant, of Beauport, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To perform all kinds of works of carpentry and cabinet-making, under the name of "Menuiserie Deslauriers Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1949.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Standard Home Co. Ltd.

Standard Home Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1949, constituant en corporation: Jean-Marie Bériault, Maurice Bériault, avocats, et Judith Paris, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1949, incorporating: Jean-Marie Bériault, Maurice Bériault, advocates, and Judith Paris, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux pour construire et aménager des structures publiques et privées, sous le nom de "Standard Home Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To carry on business as general contractors for the construction and equipment of public and private buildings, under the name of "Standard Home Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1949.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1949.

L'Assistant-procureur général,
26254-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
26254 Deputy Attorney General.

Château Gaie Motels Limitée

Château Gaie Motels Limitée

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 81, No 47, du 26 novembre 1949, page 2703, sous le titre de "Château Gaie Hôtels Limitée", est corrigé de la façon suivante: partout où il y apparaît dans ledit avis, le mot "Hôtels" est corrigé et doit y être remplacé par le mot "Motels", de sorte que le nom exact de la compagnie concernée dans tel avis doit se lire ainsi: "Château Gaie Motels Limitée".

Notice is given that the notice published in the *Quebec Official Gazette*, Vol. 81, No. 47, of the 26th of November, 1949, on page 2703, under the title "Château Gaie Hôtels Limitée", is corrected as follows: wherever the word "Hôtels" appears in the said notice, the same is corrected and should be replaced by the word "Motels", so that the real name of the company referred to in the said notice shall read as follows: "Château Gaie Motels Limitée".

Donné au bureau du Procureur général, le 6 décembre 1949.

Given at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1949.

L'Assistant-procureur général,
26268-o L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
26268 Deputy Attorney General.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint, by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Québec, 9 novembre 1949.

Quebec, November 9, 1949.

MM. Joseph-Laurent Duguay, de Chandler, Maurice Fauteux, Robert de Wolfe Mackay, D. Ross McMaster, R. H. E. Walker, tous quatre de Montréal, Jean Turgeon, de Québec, et Jules Provencher, des Trois-Rivières, tous et chacun membres du Barreau de la province: conseils en loi du Roi.

Messrs. Joseph Laurent Duguay, of Chandler, Maurice Fauteux, Robert de Wolfe MacKay, D. Ross McMaster, R. H. E. Walker, all four of Montreal, Jean Turgeon, of Quebec, and Jules Provencher, of Trois-Rivières, each and all members of the Bar of the Province: King's Counsel.

Québec, 17 novembre 1949.

Quebec, November 17, 1949.

M. Lucien Tremblay, de Montréal, membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Mr. Lucien Tremblay, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Québec, 23 novembre 1949.

Quebec, November 23, 1949.

M. Egbert William Westover, de Val d'Or, membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Mr. Egbert William Westover, of Val d'Or, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Québec, 17 novembre 1949.

Quebec, November 17, 1949.

M. Lucien Tremblay, avocat, conseil en loi du Roi, de Montréal: recorder de la ville de Lemoyne.

Mr. Lucien Tremblay, advocate, King's Counsel, of Montreal: to be Recorder of the town of Lemoyne;

MM. Dr Roland Hould, de Escoumains, Dr E.-E. Binet, de Baie Comeau, Dr Roger Smith, de Clarke City, Dr Léo Côté, de Hâvre St-Pierre, tous quatre coroners, R. Tremblay, de Tadoussac Rolland Bouliane, des Escoumains, J.-V. Guay, des Sept-Iles, Dominique Cormier, de Hâvre St-Pierre, Léopold Carbonneau, de Natashquan, ces cinq derniers greffiers de la Cour de magistrat, et Willie Cyr, de Baie Trinité, greffier des juges de paix: commissaires "per dedimus potestatem".

Messrs. Dr Roland Hould, of Escoumains, Dr E. E. Binet, of Baie Comeau, Dr. Roger Smith, of Clarke City, Dr. Léo Côté, of Hâvre St-Pierre, all four Coroners, R. Tremblay, of Tadoussac, Rolland Bouliane, of Escoumains, J. V. Guay, of Sept-Iles, Dominique Cormier, of Hâvre St-Pierre, Léopold Carbonneau, of Natashquan, the five latter, clerks of the Magistrate's Court and Willie Cyr, of Trinity Bay, clerk of the Justices of the Peace: to be Commissioners "per dedimus potestatem".

M. John W. Monaghan, employé de la Donnacona Paper Company Limited: juge de paix, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, Statuts refondus, 1941, chapitre 15, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec.
26278-o

Mr. John W. Monaghan, employee of the Donnacona Paper Company Limited: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes, 1941, chapter 15, with jurisdiction over the judicial district of Quebec.
26278

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourraient concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Epiphanie et de la municipalité de la paroisse de Saint-Hubert et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger", dans le comté municipal de Rivière-du-Loup;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory be detached from the municipality of the parish of Saint-Epiphanie, and from the municipality of the parish of Saint-Hubert, and erected into a separate municipality under the name of "the Municipality of Saint-François-Xavier-de-Viger", in the municipal county of Rivière-du-Loup;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies et qu'il restera, à la municipalité de la paroisse de Saint-Epiphanie et à la municipalité de la paroisse de Saint-Hubert, une population de plus de trois cents âmes chacune;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled, and that there will remain, to the municipality of the parish of Saint-Epiphanie and to the municipality of the parish of Saint-Hubert, a population of more than three hundred souls each;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans le décret N° 1246, en date du 10 novembre 1949, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, à savoir:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order bearing No. 1246, dated the 10th of November, 1949, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire situé dans le canton de Viger, comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle sud du canton de Viger; de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: la ligne extérieure sud-ouest du canton de Viger jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI dudit canton; de là, dans le canton de Viger, suivant respectivement vers le nord-est, le nord-ouest, le nord-est et le sud-est les lignes

A territory situate in the township of Viger, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all the lots and their present and future subdivisions comprised within the following limits, to wit: starting from the summit of the southern angle of the township of Viger; thence passing through the following lines successively: the southwest outline of the township of Viger, as far as the division line of ranges V and VI of said township; thence in the township of Viger, following respectively towards the northeast, the northwest, the northeast

séparatives des rangs V et VI, des lots 4 et 5 rang V, des rangs IV et V et des lots 45 et 46 rang V, 45 et 46A rangs VI et VII et 45 et 46 rangs VIII et IX, enfin suivant la ligne extérieure sud-est du canton de Viger en allant vers le sud-ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux, sera, quant à sa partie comprise dans les rangs V, VI et VII, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Epiphan, quant à sa partie comprise dans les rangs VIII et IX, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Hubert et sera, en entier, érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger", dans le comté municipal de Rivière-du-Loup, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

26253-o

JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

SALUT.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh soit détaché et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village d'Armagh", dans le comté municipal de Bellechasse;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette érection, à la municipalité de la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans le décret N° 1188, du 27 octobre 1949, et confor-

and the southeast, the division lines of ranges V and VI, of lots 4 and 5 range V, of ranges IV and V, and of lots 45 and 46 range V, 45 and 46A ranges VI and VII and 45 and 46, ranges VIII and IX, finally, following, the following outline of the township of Viger; running south-westerly to the starting point; said territory, together with the roads, rivers, lakes, water-courses or parts thereof, shall, as to its part comprised in ranges V, VI and VII, detached from the municipality of the parish of Saint-Epiphan, as to its part comprised in the ranges VIII and IX, detached from the municipality of the parish of Saint-Hubert, and shall, in its entirety, be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Saint-François-Xavier-de-Viger", in the municipal county of Rivière-du-Loup, such erection to take effect as from the first of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

26253

Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

PROCLAMATION

GREETING.

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has been presented to Us Deputy Attorney General, { requesting that a certain territory of the municipality of the parish of Saint-Cajetan-d'Armagh, be detached and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of the Village of Armagh", in the municipal county of Bellechasse;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled and that there will remain to the municipality of the parish of Saint-Cajetan-d'Armagh, after such erection, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in Order, No. 1188, of October 27th, 1949, and in con-

mément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire situé dans le canton d'Armagh comprenant, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 27 et 28A du rang III N.-E. avec le côté nord-est du chemin séparant le rang II N.-E. du rang III N.-E.; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite ligne séparative des lots 27 et 28A du rang III N.-E. en allant vers le nord-est sur une distance de 1,460 pieds; une ligne perpendiculaire aux lignes latérales traversant les lots 28A, 28B et 29 du rang III N.-E. prolongée jusqu'au côté sud du chemin séparant le rang III N.-E. du rang I N.-O.; ledit côté sud du dernier chemin nommé jusqu'à la ligne séparative des lots 67 et 68A rang I N.-O.; la dite ligne séparative des lots 67 et 68A rang I N.-O. en allant vers le sud-est sur une longueur de 663 pieds, une ligne droite traversant les lots 68A, 68B, 69, un chemin public, les lots 70A, 70D, 71A, 71B, 72A, 73A, 73B et 74 tous du rang I N.-O. jusqu'à un point de la ligne séparative des lots 74 et 75 rang I N.-O. à une distance de 1,465 pieds du côté sud-est du chemin séparant le rang II N.-E. du rang I N.-O.; la dite ligne séparative des lots 74 et 75 rang I N.-O. en allant vers le Nord-Ouest sur la susdite distance de 1,465 pieds et son prolongement à travers le chemin séparant le rang II N.-E. du rang I N.-O. et à travers les lots 28 et 27B rang II N.-E.; la ligne séparative des lots 27A et 28B rang II N.-E. en allant vers le N.-E. et son prolongement jusqu'au côté nord-est du chemin séparant le rang III N.-E. du rang II N.-E. et enfin le dit côté nord-est du dernier chemin nommé en allant vers le sud-est jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Cajetan-d'Armagh et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village d'Armagh", dans le comté municipal de Bellechasse, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

26353-o

formity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory situate in the township of Armagh; comprising, with reference to the official cadastre for the said township, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection of the division line of lots 27 and 28A of Range III N. E. with the northeast side of the road separating range II N. E. from range III N. E., thence passing by the following lines and demarcations successively: the said division line of lots 27 and 28A of range III N. E. running Northeastly on a distance of 1,460 feet; a line perpendicular to the lateral lines crossing lots 28A, 28B and 29 of range III N. E. prolonged as far as the south side of the road separating range III N. E. from range I N. W.; the said division line of lots 67 and 68A of range I N. W. running southeasterly on a distance of 663 feet, a straight line crossing lots 68A, 68B, 69, a public road, lots 70A, 70D, 71A, 71B, 72A, 73A, 73B and 74 all of range I N. W. as far as a point on the division line of lots 74 and 75, range I N. W., at a distance of 1,465 feet on the southeast side of the road separating range II N. E. from range I N. W.; the said division line of lots 74 and 75 range I N. W. running northwesterly, on the aforesaid distance of 1,465 feet and its prolongation across the road separating range II N. E. from range I N. W. and across lots 28 and 27B range II N. E.; the division line of lots 27A and 28B, range II N. E. running towards the N. E. and its prolongation as far as the northeast side of the road separating range III N. E. from range II N. E. and finally the said northeast side of the latter named road running southeasterly to the starting point; said territory, together with the roads, streets, lanes, water-courses or parts thereof, comprised within the boundaries hereinabove described, shall be detached from the municipality of the parish of Saint-Cajetan-d'Armagh and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of the Village of Armagh" in the municipal county of Bellechasse, such erection to become effective as from the first of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-sixth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

26253

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

SALUT.

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la municipalité de L'Islet (paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet) soit détaché et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de L'Islet-Station, dans le comté municipal de L'Islet;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera, après cette érection, à la municipalité de L'Islet (paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet), une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans le décret portant le numéro 1158, en date du 20 octobre 1949, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de L'Islet (paroisse de Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet), comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de L'Islet, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et à venir, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparant le lot 552 des lots 553 et 556 avec le côté sud-est du droit de voie du chemin de fer Canadien-National; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres: le dit côté sud-est du droit de voie du chemin de fer Canadien-National jusqu'au prolongement de la ligne séparant les lots 257 et 565 des lots 256 et 566; le dit prolongement, la dite ligne et son prolongement dans le lot 254 jusqu'à une ligne perpendiculaire aux lignes latérales de lot s'établissant d'un point sur l'axe de la route nationale entre les lots 246 et 248, situé à une distance de 12 arpents, mesurée le long du dit axe, au nord-ouest du milieu de la voie ferrée du chemin de fer Canadien-National; la dite ligne perpendiculaire aux lignes latérales traversant une partie du lot 254, les lots 251, 250, 248, la route nationale et les lots 246, 245, 243 et 241; la ligne séparant les lots 241 et 242 des lots 235 et 593 jusqu'au côté nord-ouest du droit de voie du chemin de fer Canadien-National; le dit côté nord-ouest du dit chemin de fer jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 590 et 591; le dit prolongement et la dite ligne séparative des lots 590 et 591 jusqu'à une ligne perpendiculaire aux lignes latérales de lot s'établissant d'un point sur l'axe de la route nationale entre les lots 581 et 584, situé à une distance de 16 arpents, mesurée le long du dit axe, au sud-est du milieu de la voie ferrée du chemin de fer

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the municipality of L'Islet (Parish Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet) be detached and erected into a separate municipality, under the name of the "Municipality of the Village of L'Islet-Station", in the municipal county of L'Islet;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled, and that there will remain, after such erection, to the municipality of L'Islet (Parish of Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet), a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in the order bearing No. 1158, dated the 20th of October, 1949, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory forming actually part of the municipality of L'Islet (Parish of Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet), comprising, with reference to the official cadastre for the Parish of L'Islet, all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, enclosed within the following limits, to wit: starting from the point of intersection of the line separating lot 552 from lots 553 and 556 with the southeast side of the Canadian National Railway right of way; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said southeast side of the Canadian National Railway right of way, up to the prolongation of the line separating lots 257 and 565 from lots 256 and 566; the said prolongation, the said line and its prolongation into lot 254 up to a line perpendicular to the lateral lot lines established from a point on the axis of the National Highway between lots 246 and 248, situate at a distance of 12 arpents, measured along the said axis, to the northwest of the middle of the Canadian National Railway line; the said line perpendicular to the lateral lines crossing a part of lot 254, the lots 251, 250, 248, the National Highway and lots 246, 245, 243 and 241; the line separating lots 241 and 242 from lots 235 and 593 as far as the northwest side of the Canadian National Railway right of way; the said northwest side of the said Railway as far as the prolongation of the division line of lots 590 and 591; the said prolongation and the said division line of lots 590 and 591 up to a line perpendicular to the lateral lot lines established from a point on the axis of the National Highway between lots 581 and 584, situate at a distance of 16 arpents, measured along the said axis, to the southeast of the middle of the Canadian National Railway

Canadien-National; la dite ligne perpendiculaire aux lignes latérales traversant les lots 590, 587, 584, 581, 578, 575, 573, 568, 562, 561, 560 et 553; enfin, la ligne séparant le lot 552 des lots 553 et 556 jusqu'au point de départ; lequel territoire, ensemble avec les chemins, emprises de chemins de fer, cours d'eau ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, sera détaché de la municipalité de L'Islet (paroisse Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet) et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité du village de L'Islet-Station", dans le comté municipal de L'Islet, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèles et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
26253-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS, { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché des municipalités des cantons unis de Casgrain et de Leverrier, de la paroisse de Sainte-Perpétue et de la paroisse de Saint-Pamphile et érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Sainte-Félicité", dans le comté municipal de L'Islet;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera aux municipalités des cantons unis de Casgrain et de Leverrier, de la paroisse de Sainte-Perpétue et de la paroisse de Saint-Pamphile, une population de plus de trois cents âmes chacune;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans le décret N° 1220, en date du 2 novembre 1949,

line; the said line perpendicular to the lateral lines crossing lots 590, 587, 584, 581, 578, 575, 573, 568, 562, 561, 560 and 553; finally, the line separating lot 552 from lots 553 and 556 up to the starting point; the said territory, together with the roads, railway rights of way, water-courses or parts of same, comprised within the above described limits, to be detached from the municipality of L'Islet (Parish Notre-Dame-de-Bonsecours-de-L'Islet) and erected into a separate municipality, under the name of the "Municipality of the Village of L'Islet-Station", in the municipal county of L'Islet, such erection to become effective as from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major-General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fourth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of our Reign.

By command.
JEAN BRUCHÉSI,
26253 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has Deputy Attorney General. { been presented to Us requesting that a certain territory be detached from the municipalities of the United Townships of Casgrain and Leverrier, the parish of Sainte-Perpétue and the parish of Saint-Pamphile and erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Sainte-Félicité", in the municipal county of L'Islet;

WHEREAS all the formalities prescribed by Law have been fulfilled, and that there will remain to the municipalities of the United Townships of Casgrain and Leverrier, the parish of Sainte-Perpétue and the parish of Saint-Pamphile, a population of more than three hundred souls each;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in the order No. 1220, dated the 2nd of November, 1949, and

et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, à savoir:

"Un territoire situé en partie dans le canton de Garneau et en partie dans le canton de Casgrain, comprenant, en référence au cadastre officiel fait pour chacun desdits cantons, tous les lots et leurs subdivisions présentes et à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point étant le sommet de l'angle sud du canton de Garneau en même temps que le sommet de l'angle ouest du canton de Casgrain; de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres: la ligne extérieure sud-ouest du canton de Garneau sur la profondeur des rangs VIII, VII, VI et V dudit canton; de là, dans le canton de Garneau, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, la ligne séparative des rangs IV et V jusqu'à la ligne séparative des lots 17 et 18 du rang V; la ligne séparative des lots 17 et 18 de chacun des rangs V et VI; la ligne séparative des rangs VI et VII jusqu'à la ligne séparant le rang A des rangs VII et VIII; cette dernière ligne nommée et la ligne séparative des cantons de Garneau et de Casgrain jusqu'à la ligne séparative des lots 5 et 6 du rang I du Canton de Casgrain; de là, dans le canton de Casgrain, en référence au cadastre officiel pour ledit canton, la ligne séparative des lots 5 et 6 de chacun des rangs I et II; la ligne séparative des rangs II et III jusqu'à la ligne extérieure sud-ouest du canton de Casgrain et enfin cette dite ligne extérieure sud-ouest du canton de Casgrain jusqu'au point de départ, lequel territoire, ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux, sera, quant à sa partie située dans le canton de Garneau, détaché de la municipalité de la paroisse de Sainte-Perpétue, quant à sa partie située dans le canton de Casgrain au nord-est de la Grande-Rivière-Noire, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Pamphile, quant à sa partie située dans le canton de Casgrain au sud-ouest de la Grande-Rivière-Noire, détaché de la municipalité des cantons unis de Casgrain et de Leverrier, et sera érigé en entier en une municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Sainte-Félicité", dans le comté municipal de L'Islet, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

JEAN BRUCHÉSI.

26253-o

pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

"A territory situate partly in the Township of Garneau and partly in the township of Casgrain comprising, with reference to the official cadastre made for each of the said townships, all the lots and their present and future subdivisions enclosed within the following limits, to wit: starting from the point being the summit of the south corner of the township of Garneau at the same time the summit of the west corner of the township Casgrain; thence, passing by the following lines successively: the southwest outline of the township Garneau on the depth of ranges VIII, VII, VI and V of said township; thence, in the township of Garneau, with reference to the official cadastre for the said township, the division line of ranges IV and V up to the division line of lots 17 and 18 of range V; the division line of lots 17 and 18 of each of ranges V and VI; the division line of ranges VI and VII as far as the line separating range A from ranges VII and VIII; this latter line and the division line of the townships Garneau and Casgrain up to the division line of lots 5 and 6 of range I of the township Casgrain; thence, in the township Casgrain, with reference to the official cadastre for the said township, the division line of lots 5 and 6 of each of ranges I and II; the division line of ranges II and III as far as the southwest outline of the township Casgrain and finally this said southwest outline of the township Casgrain up to the starting point, the said territory, together with the roads, rivers, watercourses or parts of same, to be, as regards its part situate in the township of Garneau, detached from the municipality of the Parish of Sainte-Perpétue, as regards its part situate in the township of Casgrain northeast of the Grande-Rivière-Noire, detached from the municipality of the parish of Saint-Pamphile, as regards its part situate in the township of Casgrain southwest of the Grande-Rivière-Noire, detached from the municipality of the United Townships of Casgrain and Leverrier, and to be erected in its entirety into a separate municipality, under the name of the "Municipality of Sainte-Félicité", in the municipal county of L'Islet, such erection to become effective as from the 1st of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth of November, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

26253

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire soit détaché des municipalités de la paroisse de Saint-Didace, de la paroisse de Sainte-Ursule et de la paroisse de Saint-Justin et érigé en une municipalité distincte sous le nom de "municipalité de Saint-Édouard", dans le comté municipal de Maskinongé;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies et qu'il restera à chacune des municipalités de la paroisse de Saint-Didace, de la paroisse de Sainte-Ursule et de la paroisse de Saint-Justin, une population de plus de trois cents âmes;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans le décret N° 1274, en date du 17 novembre 1949, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, à savoir:

Un territoire faisant actuellement partie des municipalités de la paroisse de Saint-Didace, de la paroisse de Sainte-Ursule et de la paroisse de Saint-Justin comprenant, en référence au cadastre officiel fait pour chacune des paroisses ci-dessus nommées, tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes ou à venir renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du sommet de l'angle sud du lot 89 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: dans la municipalité de la paroisse de Saint-Didace, en référence au cadastre officiel pour la dite paroisse, la ligne limitant au sud-ouest les lots de 89 à 101 inclusivement, 103, 105, 106, 110, et de 113 à 121 inclusivement; la ligne séparative des lots 121 et 122 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Maskinongé; le dit axe de la rivière Maskinongé en allant vers l'est et contournant par l'est l'île N° 824 jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 523; le dit prolongement et la dite ligne N.-O. du lot 523 jusqu'au coin sud du lot 524; une ligne limitant au sud-ouest les lots de 524 à 536 inclusivement; les lignes sud-est, sud-ouest et nord-ouest du lot 537 la ligne sud-ouest du lot 493 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 423 et 424; le dit prolongement et la dite ligne séparative des lots 423 et 424; une ligne limitant au nord-est les lots 423, 422, 421 et 420; la ligne séparant le lot 493 des lots 419 et 304; la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 449; la ligne nord-ouest et la ligne nord-est du lot 450; de là, dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Ursule, en référence au cadastre officiel de la dite paroisse, la ligne nord-est

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, { WHEREAS a petition has
Deputy Attorney General, { been presented to Us, requesting that a certain territory be detached from the municipalities of the parish of Saint-Didace, the parish of Sainte-Ursule and the parish of Saint-Justin and erected into a separate municipality under the name of "Municipality of Saint-Édouard", in the municipal county of Maskinongé;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled and that there will remain to each of the municipalities of the parish of Saint-Didace, the parish of Sainte-Ursule and the parish of Saint-Justin, a population of more than three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in the Order No. 1274, dated the 17th of November, 1949, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory actually forming part of the municipalities of the parish of Saint-Didace, the parish of Sainte-Ursule and the parish of Saint-Justin, comprising, with reference to the official cadastre made for each of the aforesaid parishes, all the lots or parts of lots and their present or future subdivisions enclosed within the following limits, to wit:

Starting from the summit of the south corner of lot 89 of the official cadastre for the parish of Saint-Didace; thence, passing by the following lines and demarcations successively: in the municipality of the parish of Saint-Didace, with reference to the official cadastre for the said parish, the line limiting on the southwest lots from 89 to 101 inclusively, 103, 105, 106, 110, and from 113 to 121 inclusively; the division line of lots 121 and 122 extended as far as the axis of the Maskinongé river; the said axis of the Maskinongé river running eastward and rounding by the east the island No. 824 as far as the prolongation of the northwest line of lot 523; the said prolongation and the said N. W. line of lot 523 up to the south corner of lot 524; a line limiting on the southwest the lots from 524 to 536 inclusively; the southeast, southwest and northwest lines of lot 537, the southwest line of lot 493 as far as the prolongation of the division line of lots 423 and 424; the said prolongation and the said division line of lots 423 and 424; a line limiting on the northeast lots 423, 422, 421 and 420; the line separating lot 493 from lots 419 and 304; the southwest line and the northwest line of lot 449; the northwest line and the northeast line of lot 450; thence, in the municipality of the parish of Sainte-Ursule, with reference to the official cadastre for the

de la concession Saint-Charles en allant vers le sud-est; la ligne séparative des lots 499 et 500 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Maskinongé; le dit axe de la rivière Maskinongé jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 9 et 10 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace; le dit prolongement contournant par le sud-est l'île 822 et traversant le lot 4 et la dite ligne séparative des lots 9 et 10 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Didace; de là, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Justin, en référence au cadastre officiel pour la dite paroisse, la ligne séparant le lot 328 des lots 329 et 330; les lignes séparatives des lots 371 et 372 et des lots 538 et 539; la ligne limitant au sud-ouest les lots de 539 à 552 inclusivement, la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 555 et enfin, une ligne limitant au sud-ouest les lots de 558 à 567 inclusivement et le lot 569 jusqu'au point de départ; lequel territoire, provenant des municipalités de la paroisse de Saint-Didace, de la paroisse de Sainte-Ursule et de la paroisse de Saint-Justin, sera ensemble avec les chemins, rivières, lacs, cours d'eau, ou parties d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites, détaché des susdites municipalités, et sera érigé en une municipalité distincte, sous le nom de la "municipalité de Saint-Edouard", dans le comté municipal de Maskinongé, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
26269-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie (12 Geo. VI,

said parish, the northeast line of the Saint-Charles concession running southeastward; the division line of lots 499 and 500 extended as far as the axis of the Maskinongé river; the said axis of the Maskinongé river up to the prolongation of the division line of lots 9 and 10 of the official cadastre for the parish of Saint-Didace; the said prolongation rounding by the southeast the island 822 and crossing lot 4 and the said division line of lots 9 and 10 of the official cadastre for the parish of Saint-Didace; thence, in the municipality of the parish of Saint-Justin, with reference to the official cadastre for the said parish, the line separating lot 328 from lots 329 and 330; the division lines of lots 371 and 372 and lots 538 and 539; the line limiting on the southwest the lots from 539 to 552 inclusively, the southwest line and the northwest line of lot 555 and finally, a line limiting on the southwest the lots from 558 to 567 inclusively and lot 569 up to the starting point; the said territory belonging to the municipalities of the parish of Saint-Didace, the parish of Sainte-Ursule and the parish of Saint-Justin, to be, together with the roads, rivers, lakes, watercourses or parts of same, comprised within the limits above described, detached from the aforesaid municipalities, and to be erected into a separate municipality, under the name of the "Municipality of Saint-Edouard", in the municipal county of Maskinongé, such erection to become effective as from the 1st day of January following publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of December, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command.

JEAN BRUCHÉSI,
26269 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS under authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chap. 37) the Minister of

chap. 37), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser un plan et un livre de renvoi révisés pour l'Île au Loup, dans le district électoral des Îles de la Madeleine, et que les originaux de ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposés le quatrième jour du mois de novembre 1949, au service du cadastre du département des Terres et Forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 3 de la dite loi, une copie desdits plan et livre de renvoi révisés a, en outre, été déposée:

a) le quatorzième jour du mois de novembre 1949 au bureau de la division d'enregistrement des Îles de la Madeleine, à Havre-Aubert, dont l'Île au Loup fait partie;

b) le dix-septième jour du mois de novembre 1949, au bureau du secrétaire-trésorier de Grande-Entrée, ayant juridiction sur le territoire compris dans l'Île au Loup.

ATTENDU qu'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue par l'article 4 de ladite loi.

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif exprimé dans l'arrêté en conseil numéro 1336 du 30 novembre 1949, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes décrétons et ordonnons l'application à l'Île au Loup dans le district électoral des Îles de la Madeleine, des dispositions de la loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie (12 Geo. VI, chap. 37) et la publication de la présente proclamation

a) fixant au premier jour du mois de janvier 1950, la date de l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés pour l'Île au Loup;

b) indiquant que ces plan et livre de renvoi révisés ont été déposés au bureau du registraire de la division d'enregistrement des Îles de la Madeleine, à Havre-Aubert, et au bureau du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Grande-Entrée;

c) informant le public que, pendant les douze mois qui suivent la deuxième et dernière publication de cette proclamation, dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé peut consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés.

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble dans l'Île au Loup, avec ou sans titre, même s'il n'est que simple administrateur ou simple exploitant;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans l'Île au Loup pour laquelle des plan et livre de renvoi révisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Lands and Forests has caused to be prepared a revised plan and book of reference for "l'Île au Loup" in the electoral district of the Magdalen Islands and that the originals of said revised plan and book of reference were, on the fourth day of the month of November, 1949, filed in the cadastre Office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS, in conformity with the provisions of section 3 of the said Act, a copy of said revised plan and book of reference was moreover, filed:

a) on the fourteenth day of the month of November, 1949, at the office of the Registration Division of the Magdalen Islands, at Havre-Aubert of which "l'Île au Loup" forms part;

b) on the seventeenth day of the month of November, 1949, in the office of the Secretary Treasurer of "Grande-Entrée", having jurisdiction over the territory comprised in "l'Île au Loup".

WHEREAS it is now expedient to issue the Proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in Order in Council number 1336, of November 30th, 1949, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain, the application to "l'Île au Loup" in the electoral district of the Magdalen Islands the provisions of the Act respecting title deeds in the Gaspesian area (12 George VI, chap. 37) and the publication of the present proclamation.

a) fixing to the first day of January, 1950, the date of the coming into force of the revised plan and book of reference for "l'Île au Loup";

b) stating that said revised plan and book of reference have been filed in the office of the Registrar of the Registration Division of the Magdalen Islands, at Havre-Aubert and at the office of the Secretary Treasurer of the municipal corporation of "Grande-Entrée";

c) informing the public that during the twelve months following the second and last publication of this proclamation, in the *Quebec Official Gazette*, any interested party, may consult the said revised plan and book of reference, without charge;

d) giving notice that, at the expiration of said delay and unless there be written opposition by an interested party, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of an immovable in "l'Île au Loup", with or without title, even if he be only an administrator or mere operator;

e) ordering that any real right affecting a lot comprised in the "l'Île au Loup" for which a revised plan and book of reference have been filed, be renewed within the same delay in the manner provided by articles 2172 and 2172A of the civil Code;

f) also informing the public, that, failing such renewal, the real rights, preserved by the first registration, shall have no effect as regards other subsequent creditors or purchasers, the rights of whom are regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec, to be hereunto affixed:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la treizième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province.

26283-49-2-o

JEAN BRUCHÉSI.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our Said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of December, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-nine and the thirteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,

26283-49-2

Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que "Club Auto-Moto Inc.", constituée en corporation le 10 septembre 1949, a son siège social à 161 rue St-Jean, en la Cité de Québec.

A compter de la date de cet avis cet endroit est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, le 29 novembre 1949.

Le Président,

ROD. OSTIGUY.

26257-o

ROMAINE RIVER RAILWAY COMPANY

Avis est donné que "Romaine River Railway Company," constituée en corporation par un acte de la Législature de Québec, le 10 mars 1949, et ayant son bureau principal dans la Cité de Montréal, a établi son bureau à 1255 Phillips Square dans la Cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 30 novembre 1949.

Le Secrétaire,

V. A. de BILLY.

26258-o

Head Offices

Notice is given that "Club Auto-Moto Inc., incorporated on September 10th, 1949, has established its head office at 161 St-John Street, in the city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, November 29, 1949.

ROD. OSTIGUY,

President.

26257

ROMAINE RIVER RAILWAY COMPANY

Notice is hereby given that "Romaine River Railway Company" incorporated by an act of the Legislature of Quebec on the 10th day of March 1949, and having its head office in the city of Montréal, has established its office at 1255 Phillips Square, in the said city of Montréal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 30th day of November 1949.

V. A. de BILLY,

Secretary.

26258-o

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, District de Rimouski, C.S. N° 11210, Cour Supérieure, (siégeant en matière de faillite). Marcel Brisson, comptable, Rimouski, P.Q., failli, & Henri-A. Martin, Syndic;

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

"Partie du numéro cent quatre-vingt huit (188) au cadastre officiel de la paroisse de St. Germain de Rimouski, étant un terrain situé au premier rang dans la municipalité de Rimouski-Est, mesurant quarante-neuf pieds de front est-ouest, sur cent pieds de profondeur, nord-sud, mesure anglaise, borné au nord à Léo Lepage, à l'est au vendeur, au sud à Léo Gagnon, à un chemin privé lui appartenant et à l'ouest à Albini Paquet, avec droit ou servitudes de passage existant au profit dudit terrain et résultant des propres titres du vendeur (ventes par Léo Gagnon à Emile Brisson) dans les chemins privés dudit Léo Gagnon, avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-dessus construites. Sujet à une rente annuelle de \$17.50."

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, S. C. No. 11210, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). Marcel Brisson, accountant, Rimouski, P.Q. insolvent, & Henri A. Martin, trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinbelow mentioned will be sold at the respective time and place mentioned below.

Part of number one hundred and eighty-eight (188) of the official cadastre for the parish of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate in the first range of the municipality of Rimouski-East, measuring forty-nine feet in front, east-west, by one hundred feet in depth, north-south, English measure, bounded on the north by Léo Lepage, on the east by the vendor, on the south by Léo Gagnon, at a private road belonging to him, and on the west by Albini Paquet—with right or servitudes of way existing in favour of the said lot of land and resulting from the vendor's own title deeds (sales by Léo Gagnon to Emile Brisson) in the private roads of said Léo Gagnon—with buildings, circumstances and dependencies thereon erected. Subject to an annual rental of \$17.50."

Pour être vendu au bureau du syndic sous-igné à Rimouski, MERCREDI, le ONZIEME jour de JANVIER 1950, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Rimouski, Qué., ce 5ième jour de décembre 1949.

Le Syndic licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152A, de l'Evêché,
Rimouski, Qué. 26267-49-2-0

To be sold, at the office of the undersigned trustee, at Rimouski, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of JANUARY, 1950, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

The said sale to have the same effect as a Sheriff's Sale.

Rimouski, Que., this 5th day of December, 1949.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152A, de l'Evêché,
Rimouski, Que. 26267-49-2

Vente pour taxes

Province de Québec, — Comté de Missisquoi

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE COWANSVILLE

Avis public est par le présent donné que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Cowansville, le MERCREDI 28 DECEMBRE 1949, à DIX heures de l'avant-midi, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquentement encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Comme appartenant à Jean-Paul Deslandes: Un emplacement mesurant soixante et quinze (75) pieds de front par cent vingt-cinq (125) pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre officiel du village (maintenant Ville) de Cowansville sous le numéro de subdivision trente-sept (37) du lot numéro cent vingt et un (121) avec bâtisses dessus construites, et portant le numéro civique 360 de la rue de la Rivière, dans la Ville de Cowansville.

Donné sous mon seing à Cowansville, ce vingt-huitième jour de novembre, mil neuf cent quarante-neuf.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,
J. R. OUELLETTE.

26226-48-2-0

Sale for Taxes

Province of Quebec, — County of Missisquoi

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF COWANSVILLE

Public Notice is hereby given that the property hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall of Cowansville, on WEDNESDAY, DECEMBER 28th, 1949, at TEN o'clock in the forenoon, under authority of the Cities' and Towns' Act, to satisfy the payment of the municipal and school taxes plus interests thereon and the costs which shall be subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

As belonging to Mr. Jean-Paul Deslandes: A lot of land seventy-five (75) feet in width by a depth of one hundred and twenty-five (125) feet, known and designated as subdivision number thirty-seven (37) of lot number one hundred and twenty-one (121) of the official cadastre of the Village (now Town) of Cowansville, with buildings erected thereon bearing civic number 360 River Street, in the Town of Cowansville.

Given under my hand at Cowansville, this twenty-eighth day of November, in the year nineteen hundred and forty-nine.

[Seal]

J.- R. OUELLETTE,
Secretary-Treasurer.

26226-48-2-0

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour d'Echiquier—district d'Arthabaska

Arthabaska, { LE ROI, demandeur, vs WIL-
à savoir; { FRID GUILLEMETTE, me-
N° 26783 { nuisier de Thetford Mines, dis-
trict d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur;

1° Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le 5ième rang du canton de Thetford, comté de Mégantic, comme étant le lot N° 23F-212 borné en front vers le sud-est par le N° 23F-214, vers le sud-ouest par le N° 23F-211, vers le nord-ouest par le N° 23F-207 et le N° 23F-208, vers le nord-est par le N° 23F-213. Mesure; (50.0) pieds de largeur par (100.0) pieds de profondeur, contenant cinq mille (5.000) pieds carrés en superficie.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Exchequer Court—District of Arthabaska

Arthabaska, { THE KING, plaintiff; vs
to wit: { WILFRID GUILLEMETTE,
No. 26783. { TE, joiner, of Thetford Mines,
district of Arthabaska, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the 5th range of the township of Thetford, county of Mégantic, as being lot No. 23F-212 bounded in front on the southeast by No. 23F-214, on the southwest by No. 23F-211, on the northwest by No. 23F-207 and No. 23F-208, on the northeast by No. 23F-213. Measuring: fifty (50.0) feet in width by one hundred (100.0) feet in depth, containing five thousand (5,000) square feet in superficial area.

2° Un terrain connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le 5ième rang du canton de Thetford, comté de Mégantic, comme étant le lot N° 23F-213 en forme de trapèze, borné en front vers le sud-est par le N° 23F-214 (rue), vers le sud-ouest par le N° 23F-212, vers le nord-ouest par le N° 23F-206 et 207, vers le nord-est par 23F (partie non-subdivisée). Mesurant en front environ quarante et un pieds et deux dixième (41.2) pied, et soixante et trois et huit dixième (63.8) pied à l'arrière, contenant environ cinq mille deux cent quarante huit (5248.0) pieds carrés en superficie.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de St-Noel dans la ville de Thetford Mines, comté de Mégantic, le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 14 novembre 1949 26133-46-2-0
[Première insertion: 19 novembre 1949]

2. A lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the 5th range of the township of Thetford, county of Mégantic, as being lot No. 23F-213, of trapezium figure, bounded in front towards the southeast by No. 23F-214 (street), on the southwest by No. 23F-212, on the northwest by No. 23F-206 and 207, on the northeast by 23F (unsubdivided part). Measuring in front about forty-one feet and two tenths (41.2), and in rear sixty three feet and eight tenths (63.8), containing about five thousand two hundred and forty-eight square feet (5248.0) in superficial area.

To be sold, at the church door of the parish of St-Noel, in the town of Thetford Mines, county of Mégantic, on the TWENTIETH day of DÉCEMBER, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, November 14, 1949. 26133-46-2
[First insertion: November 19, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District d'Arthabaska

Arthabaska à savoir: { ALDEGE HUOT, gageur, N° 5902 }
Arthabaska, demandeur; vs J.-A. MICHAUD, camionneur, également de la ville de Victoriaville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Un emplacement avec toutes les bâtisses dessus construites, situé sur le côté ouest de la rue de Courval, dans la ville de Victoriaville, borné en front par la dite rue, en arrière par Majorique Rousseau ou représentants, au sud par Adrien Toupin ou représentants, au nord par André Beauchesne ou représentants. Cet emplacement mesure en largeur 50 pieds et en profondeur dans la ligne nord 115 pieds et dans la ligne sud 110 pieds et est connu au cadastre officiel de cette partie du canton d'Arthabaska, formant la paroisse de Ste-Victoire comme étant une partie du numéro quatre cent quatre vingt seize (P. No. 496) avec servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse des Saints Martyrs, dans la ville de Victoriaville, comté d'Arthabaska, le DIXIÈME jour de JANVIER 1950, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 6 décembre 1949. 26279-49-2-0
[Première insertion: 10 décembre 1949]

HULL

Cour Supérieure — District de Hull

N° 276 { THÉOPHILE LANTHIER, du canton de Lochaber, industriel, demandeur, vs BRUNO PRUD'HOMME et JEAN BAPTISTE PRUD'HOMME, du Thurso, défendeurs.

1° L'immeuble suivant, appartenant au dit Jean-Baptiste Prud'homme.

Un emplacement situé sur le côté sud de la rue Victoria dans le village de Thurso, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Thurso, comme étant une partie des lots numéros soixante-et-un et dix-neuf (P. 61 & p. 19), mesurant cinquante pieds de largeur, plus ou moins, par une profondeur approximative de deux cent trente-et-un pieds (231) dans sa ligne

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Arthabaska

Arthabaska to wit: { ALDEGE HUOT, gageur, No. 5902 }
Arthabaska, plaintiff; vs J.-A. MICHAUD, truckman, also of the town of Victoriaville, defendant.

As belonging to the defendant:

An emplacement with all the buildings thereon erected, situate on the west side of de Courval street, in the town of Victoriaville, bounded in front by the said street, in rear by Majorique Rousseau or representatives, on the south by Adrien Toupin or representatives, on the north by André Beauchesne or representatives. The said emplacement measures 50 feet in width and 115 feet in depth in the north line and 110 feet in the south line and is known on the official cadastre for that part of the township of Arthabaska, forming the parish of Ste-Victoire, as being a part of number four hundred and ninety-six (Pt. No. 496) with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at the church door of the parish of Saints Martyrs, in the town of Victoriaville, county of Arthabaska, on the TENTH day of JANUARY, 1950, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, December 6, 1949. 26279-49-2
[First insertion: December 10, 1949]

HULL

Superior Court — District of Hull

No. 276 { THÉOPHILE LANTHIER, of the township Lochaber, industrialist, plaintiff; vs BRUNO PRUD'HOMME and JEAN BAPTISTE PRUD'HOMME, of Thurso, defendants.

1. The following immovable, belonging to the said Jean-Baptiste Prud'homme:

An emplacement situate on the south side of Victoria street, in the village of Thurso, known and designated on the official plan and in the book of reference for the village of Thurso, as being a part of lots numbers sixty-one and nineteen (Pt. 61 & Pt. 19), measuring fifty feet in width, more or less, by an approximate depth of two hundred and thirty-one feet (231') in its

Est et de deux cent vingt-six pieds (226') dans sa ligne Ouest; borné au nord par la rue Victoria, à l'Est par le résidu du dit lot 61, propriété de Ulysse Prévost, au sud par le résidu du dit lot N° 19, et à l'Ouest par le résidu du lot 61, propriété de J. E. Prévost ou représentant (i.e. l'emplacement ci-après décrit); avec toutes bâtisses dessus érigées.

2° L'immeuble suivant, appartenant au dit Bruno Prud'Homme: Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du Village de Thurso, comme étant une partie du lot numéro soixante-et-un (P. 61), ayant cinquante pieds de largeur sur la rue Victoria, à partir de la ligne Ouest du dit lot N° 61 en allant vers l'Est, et ce, sur toute la profondeur vendue, par deux cent vingt-et-un pieds de longueur, plus ou moins, borné au nord par la rue Victoria, à l'Est par le résidu du même lot, propriété de J. B. Prud'homme, ci-dessus décrite, au sud par le terrain de The Singer Manufacturing Company, et à l'Ouest par la propriété de Lorenzo Chartrand avec toutes bâtisses qui pourront être érigées sur le dit immeuble.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St. Jean l'Évangéliste de Thurso, le 13ème jour de JANVIER, 1950, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Hull, ce 6 décembre, 1949. [Première insertion: 10 décembre 1949]

Le Shérif, I. ST-PIERRE. 26280-49-2-0

HULL

Cour de Magistrat

District de Hull, { L A BANQUE PROVIN-
N° 2838 } CIALE DU CANADA,
institution honoraire, organisée en vertu de la loi des Banques, ayant son bureau chef en la cité de Montréal, et ayant aussi une place d'affaires en la cité de Hull, district de Hull, demanderesse, vs PIERRE GEORGES DUCHARME, de la ville d'Aylmer, district de Hull, défendeur.

Tout ce morceau de terrain connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels pour la ville d'Aylmer, comté de Gatineau, comme étant la subdivision 81 du lot 17-81 avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Paul d'Aylmer, le 23 DECEMBRE prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Hull, le 16 novembre 1949. [Première insertion: 19 novembre 1949]

Le Shérif, I. ST-PIERRE. 26147-46-2-0

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure—District d'Iberville

Saint-Jean, { MADAME MARIE BEAU-
à savoir: { DIN, veuve majeure de PAUL
N° 6224. { GALY, domiciliée au Village de
Napierville, district d'Iberville, demanderesse; vs HENRI GUERTIN, de la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Une terre contenant environ trente-neuf (39) arpents en superficie, avec grange y érigée, connue et désignée comme étant le lot numéro trois cent quinze (N° 315) du cadastre de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville, à distraire de la dite terre la partie d'icelle vendue

east line and two hundred and twenty-six feet (226') in its west line; bounded on the north by Victoria street, on the east by the residue of said lot 61, property of Ulysse Prévost, on the south by the residue of said lot No 19, and on the west by the residue of lot 61, property of J. E. Prévost or representative (i.e. the emplacement hereinafter described) — with all the buildings thereon erected.

2. The following immovable belonging to the said Bruno Prud'homme:

An emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference for the Village of Thurso, as being a part of lot number sixty-one (Pt. 61), measuring fifty feet in width on Victoria street, starting from the west line of said lot No. 61 and running Eastward, and such, for the whole depth sold, by two hundred and twenty-one feet in length, more or less, bounded on the north by Victoria street, on the east by the residue of the same lot, the property of J. B. Prud'homme, above described, on the south by the land of The Singer Manufacturing Company, and on the west by the property of Lorenzo Chartrand — with all the buildings which may be erected on the said immovable.

To be sold, at the parochial church door of St-Jean l'Évangéliste de Thurso, on the THIRTEENTH day of JANUARY, 1950, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Hull, December 6, 1949. [First insertion: December 10, 1949]

I. ST-PIERRE, Sheriff. 26280-49-2

HULL

Magistrate's Court

District of Hull, { L A BANQUE PROVIN-
No. 2838 } CIALE DU CANADA,
a banking institution established under the Bank Act, having its head office in the city of Montreal, and a branch office in the city of Hull, district of Hull, plaintiff, vs PIERRE GEORGES DUCHARME, of the town of Aylmer, district of Hull, defendant.

All that parcel of land known and designated on the official plan and in the book of reference for the Town of Aylmer, county of Gatineau, as being subdivision 81 of lot 17-81 — with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of St-Paul d'Aylmer, on the TWENTY-THIRD of DECEMBER, next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Hull, November 16, 1949. [First insertion: November 19, 1949]

I. ST-PIERRE, Sheriff. 26147-46-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris

Superior Court—District of Iberville

Saint-Jean, { MADAM MARIE BEAUDIN,
to wit: { major widow of PAUL GA-
No. 6224 { LY, resident in Napierville Village
district of Iberville, plaintiff; vs HENRI GUERTIN, of the city of Saint-Jean, district of Iberville, defendant.

A farm containing about an area of thirty-nine arpents (39), with barn hereon erected, known and designated as being the lot number three hundred and fifteen (No. 315) of cadastre for the parish of Saint-Cyprien, Napierville, county, to deduct from said farm the part sold

à la Commission Scolaire de Saint-Cyprien, pour les fins de son emplacement d'école.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyprien, comté de Napierville, le VINGT-ET-UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1949, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **ADELARD FORGET.**
Saint-Jean, 14 novembre 1949. 26143-46-2-0
[Première insertion: 19 novembre 1949]

JOLIETTE

Cour Supérieure

Province de Québec, { **ROCH VÉZINA**, de St-District de Joliette, { **ROCH de l'Achigan**,
N° 9332 { district de Joliette, culti-
vateur, vs **JOSEPH VÉZINA**, du même lieu.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre en la paroisse de St-Roch de l'Achigan, de la contenance de quatre-vingt-onze arpents et trente-neuf perches en superficie, d'après le cadastre, connue et désignée sous le numéro trois cent soixante-douze (No 372) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Roch de l'Achigan, avec maison et autres bâtisses dessus érigées;

2. Une terre à bois en la paroisse de St-Roch de l'Achigan, de la contenance de vingt arpents et soixante-cinq perches en superficie, plus ou moins, connue et désignée sous le numéro cent onze (No 111) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Roch de l'Achigan, à distraire toutefois dudit lot le terrain à bois appartenant à Roland Charbonneau.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Roch de l'Achigan, dit district, le DIXIÈME jour de JANVIER 1950, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT.**
Joliette, 6 décembre 1949. 26281-49-2-0
[Première insertion: 10 décembre 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **A VILA BESNER**, de N° 276991 { **A VILA BESNER**, plain-
mandeur; vs **LES** mandeur; vs **LES** mandeur;
HÉRITIERS DE JEAN-PAUL LATREILLE, vs **LES** vs **THE HEIRS**
défendeurs. **HÉRITIERS DE JEAN-PAUL LATREILLE**, défendant.

Deux lots de terre situés en la paroisse de Ste-Justine de Newton, connus et désignés sous les numéros quatre cent quatre vingt huit et quatre cent quatre vingt neuf (Nos 488 et 489) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Justine de Newton, comté de Vaudreuil, contenant en superficie soixante et quinze arpents et quatre vingt dix sept centièmes, le tout tel que montré au plan déposé au bureau d'enregistrement de Vaudreuil, avec grange dessus érigée.

Le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Justine de Newton, le QUATORZIÈME jour de JANVIER prochain, 1950, à 3.30 de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **L.-P. CAISSE.**
Montréal, 6 décembre 1949. 26282-49-2-0
[Première insertion: 10 décembre 1949]

to School Commission of Saint-Cyprien, for a school standing.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Cyprien, county of Napierville, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint-Jean, November 14th, 1949 26143-46-2-0
[First insertion: November 19th, 1949]

JOLIETTE

Superior Court

Province of Quebec, { **ROCH VÉZINA**, of St-District of Joliette, { **ROCH de l'Achigan**,
No. 9332 { district of Joliette, farmer;
vs **JOSEPH VÉZINA**, of the same place.

Belonging to the defendant:

1. A farm in the parish of St-Roch de l'Achigan, containing ninety-one arpents and thirty-nine perches in superficial area, according to the cadastre, known and designated under number three hundred and seventy-two (No. 372) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Roch de l'Achigan, with the house and other buildings thereon erected;

2. A wooded lot of land in the parish of St-Roch de l'Achigan, containing twenty arpents and sixty-five perches in superficial area, more or less, known and designated under number one hundred and eleven (No. 111) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Roch de l'Achigan, to be deducted however from said lot the wooded lot of land belonging to Roland Charbonneau.

To be sold at the church door of the parish of St-Roch de l'Achigan, said district, on the TENTH day of JANUARY, 1950, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, December 6, 1949. 26281-49-2
[First insertion: December 10, 1949]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **A VILA BESNER**, plain-
No. 276991 { **A VILA BESNER**, plain-
OF JEAN-PAUL LATREILLE, defendant. **OF JEAN-PAUL LATREILLE**, defendant.

Two lots of land situate in the parish of Ste-Justine de Newton, known and designate dunder numbers four hundred and eighty-eight and four hundred and eighty-nine (Nos. 488 and 489) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Justine de Newton, county of Vaudreuil, containing an area of seventy-five arpents and ninety-seven hundredths the whole as shown on the plan deposited at the Registry Office of Vaudreuil, with a barn thereon erected.

The whole forming one single exploitation.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Justine de Newton, on the FOURTEENTH day of JANUARY next, 1950, at 3.30 in the afternoon.

L.-P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 6, 1949. 26282-49-2
[First insertion: December 10, 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure
District de St-Hyacinthe } **JOSEPH ALLARD,**
No. 6265 } journalier, de La
 } Providence, district
de Saint Hyacinthe, demandeur; vs **ELZÉAR**
LANGLAIS, cultivateur, de Saint-Dominique,
dans le même district, défendeur.

Saisie comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Saint-Dominique, comté de Bagot, connue et désignée au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Dominique, comté de Bagot, par et sous le numéro cinq cent vingt-huit (N° 528); mais à distraire du dit lot la partie détachée et vendue à Aimé Comeau, suivant acte de vente reçu devant M^{re} Henri Morin, notaire, de la dite partie vendue devant avoir une superficie de 80 arpents environ, sans bâtisses; et à distraire également la lisière vendue au Gouvernement de la Province de Québec.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Dominique, comté de Bagot, le **SAMEDI, DIX-SEPTIEME** jour de **DÉCEMBRE** 1949, à 10 heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Sherif, **RICHARD BOUSQUET.**
St-Hyacinthe, le 10 novembre 1949.
26094-45-2-o

[Première insertion: 12 novembre 1949]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court
District of St-Hyacinthe, } **JOSEPH ALLARD,**
No. 6265 } laborer, of La
 } Providence, district
of Saint-Hyacinthe, plaintiff; vs **ELZÉAR LAN-**
GLAIS, farmer, of Saint-Dominique, in the
same district, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

A farm, situate in the parish of Saint-Dominique, county of Bagot, known and designated on the official cadastre for the said parish of Saint Dominique, county of Bagot, as and under five hundred and twenty-eight (No. 528); but to be deducted from said lot, the part detached and sold to Aimé Comeau, according to deed of sale passed before M^{rs} Henri Morin, notary, the said part sold should have a superficial area of about 80 arpents, without buildings; and to be deducted also the strip of land sold to the Quebec Provincial Government.

To be sold, at the parochial church door of Saint-Dominique, county of Bagot, on **SATURDAY,** the **SEVENTEENTH** day of **DECEMBER,** 1949, at **TEN** o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,
Sheriff's Office
St-Hyacinthe, November 10, 1949.
26094-45-2

[First insertion: November 12, 1949]

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 49**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 49**

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2809	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2809
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Amqui, village de (Tirage d'obligations)	2810	Amqui, village of (Drawing of bonds) . . .	2810
Brikerete Associates of Montreal Ltd. (Directeurs)	2812	Brikerete Associates of Montreal Ltd. (Directors)	2812
Chez Teddy Limitée (Distribution de l'actif)	2811	Chez Teddy Limitée (Distribution of the assets)	2811
Coopérative Bon Accueil (Fondation)	2813	Coopérative Bon Accueil (Foundation)	2813
La Réserve (Fondation)	2811	La Réserve (Foundation)	2811
L'Édifce Montmorency Limitée (Di- recteurs)	2812	L'Édifce Montmorency Limitée (Di- rectors)	2812
Mitawanga Association (Règlements)	2811	Mitawanga Association (By-Laws) . . .	2811
Pesner Bros. Employees Association (Formation)	2810	Pesner Bros. Employees Association (Formation)	2810
Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited (Formation) . . .	2812	Union of the Employees of Mack Trucks of Canada Limited (Formation) . . .	2812
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Eastern Quarries Ltd.— (Les Carrières de L'Est Ltée)	2814	Eastern Quarries Ltd.— (Les Carrières de L'Est Ltée)	2814
George Klein Inc.	2813	George Klein Inc.	2813
Investigations Limited	2813	Investigations Limited	2813
Saint Bruno Quarry & Paving Co. Ltd.	2813	Saint Bruno Quarry & Paving Co. Ltd.	2813
Universal Shoe Co. Ltd.	2814	Universal Shoe Co. Ltd.	2814
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
Beauharnois, cité de	2814	Beauharnois, city of	2814
Coaticook, commissaires d'écoles de et al.	2814	Coaticook, School Commissioners of et al.	2814
Collège de L'Assomption	2815	Collège de L'Assomption	2815
Hôpital Maisonneuve	2815	Hôpital Maisonneuve	2815
St-Léon-de-Westmount, commissaires d'écoles de	2815	St-Léon-de-Westmount, School Com- missioners of	2815

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Beebe-Plaine, munic. scolaire de 2816
 Notre-Dame-de-Granby, munic. scolaire de la paroisse de 2816

Beebe-Plaine, school munic. of 2816
 Notre-Dame-de-Granby, school munic. of the parish of 2816

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FORESTS:

Figuery, canton de 2816
 St-Jacques-de-l'Achigan, paroisse de 2816

Figuery, township of 2816
 St-Jacques-de-l'Achigan, parish of 2816

TRAVAIL:

LABOUR:

Comité conjoint des plombiers, soudeurs et poseurs d'appareils de chauffage du district de Hull (Avis) 2817
 Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull (Approbation de règlements) 2817

Joint Committee of Plumbers, Welders and Steamfitters of the Hull District (Notice) 2817
 Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull (Approval of by-laws) 2817

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Automotive & Industrial Sales Research Ltd. 2818
 Belisle Limitée 2818
 Château Gaie Motels Limitée (Correction) 2822
 Driscoll Limited 2819
 F. F. Soucy Incorporée 2819
 J. B. Marcoux Incorporé 2819
 Jos. Fontaine Ltée 2820
 L'Association des Citoyens de Roxboro Inc.—Roxboro Citizens' Association Inc. 2820
 Lemaire Frères, Limitée 2821
 Les Entreprises Carette Inc. 2821
 Menuiserie Deslauriers Inc. 2821
 Standard Home Co. Ltd. 2822

Automotive & Industrial Sales Research Ltd. 2818
 Belisle Limitée 2818
 Château Gaie Motels Limitée (Correction) 2822
 Driscoll Limited 2819
 F. F. Soucy Incorporée 2819
 J. B. Marcoux Incorporé 2819
 Jos. Fontaine Ltée 2820
 L'Association des Citoyens de Roxboro Inc.—Roxboro Citizens' Association Inc. 2820
 Lemaire Frères, Limitée 2821
 Les Entreprises Carette Inc. 2821
 Menuiserie Deslauriers Inc. 2821
 Standard Home Co. Ltd. 2822

NOMINATIONS:

APPOINTMENTS:

Diverses 2822

Miscellaneous 2822

PROCLAMATIONS:

PROCLAMATIONS:

Concernant l'érection de la municipalité de Saint-Édouard 2829
 Concernant l'érection de la municipalité de Sainte-Félicité 2827
 Concernant l'érection de la municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger 2823
 Concernant l'érection du village d'Armagh 2824
 Concernant l'érection du village de L'Islet-Station 2826
 Concernant l'Île au Loup 2830

Concerning the erection of the municipality of Saint-Édouard 2829
 Concerning the erection of the municipality of Sainte-Félicité 2827
 Concerning the erection of the municipality of Saint-François-Xavier-de-Viger 2823
 Concerning the erection of the village of Armagh 2824
 Concerning the erection of the village of L'Islet-Station 2826
 Concerning Ile au Loup 2830

SIÈGES SOCIAUX:

HEAD OFFICES:

Club Auto-Moto Inc. 2832
 Romaine River Railway Company 2832

Club Auto-Moto Inc. 2832
 Romaine River Railway Company 2832

VENTE, LOI DE FAILLITE:

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Brisson, Marcel 2832

Brisson, Marcel 2832

VENTE POUR TAXES:

SALE FOR TAXES:

Cowansville, ville de 2833

Cowansville, town of 2833

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:

ARTHABASKA:

Huot vs Michaud 2834

Huot vs Michaud 2834

Le Roi vs Guillemette.	2833	The King vs Guillemette.	2833
HULL:		HULL:	
La Banque Provinciale du Canada vs Ducharme	2835	La Banque Provinciale du Canada vs Ducharme	2835
Lanthier vs Prud'homme <i>et al</i>	2834	Lanthier vs Prud'homme <i>et al</i>	2834
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Beaudin vs Guertin	2835	Beaudin vs Guertin	2835
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Vézina vs Vézina	2836	Vézina vs Vézina	2836
MONTRÉAL:		MONTREAL:	
Besner vs Héritiers de Jean-Paul Latreille	2836	Besner vs Heirs of Jean-Paul Latreille.	2836
SAINT-HYACINTHE:		SAINT HYACINTHE:	
Allard vs Langlais	2837	Allard vs Langlais	2837
26284-o		26284-o	

